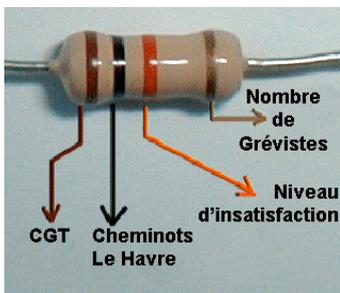


Rapport d'activité 33^e Congrès 24 et 25 novembre 2011



L'heure du 33^{ème} congrès a sonné. C'est l'occasion de revenir sur notre activité depuis le précédent congrès qui s'était déroulé pour mémoire en octobre 2009. Ce document ne prétant pas reprendre la totalité des actions menées par notre syndicat mais uniquement les faits les plus marquants. De nombreuses autres actions ont eu lieu au quotidien dans chaque service. Les retraités n'ont pas été en reste, ils furent bien souvent à nos cotés dans les actions.

Un Contexte international et Européen sous l'impact de la crise du capitalisme.

La mondialisation de l'économie poursuit ses ravages en accélérant les inégalités entre les peuples, en mettant à mal l'équilibre écologique de la planète et en pillant les ressources essentielles pour les prochaines générations. Cependant, le réveil de nombreuses nations du moyen orient et d'Europe démontre que les salariés n'entendent pas payer la crise du système capitaliste.

L'analyse de la CGT sur cette crise systémique, démontre que les solutions qui ont été prises n'amènent aucuns résultats et pèse sur les travailleurs. Les organisations syndicales, et particulièrement la CGT de par ses statuts, ont une responsabilité dans les actions pour la défense des intérêts des populations, en particulier des salariés et des retraités.

La confédération porte des propositions aux fins de lutter contre les conséquences des choix mis en œuvre par les gouvernements et le patronat. Ces propositions s'appuient sur l'augmentation du pouvoir d'achat des actifs et retraités, le progrès de l'emploi et l'amélioration des conditions sociales et de travail dans toutes les entreprises du secteur privé, comme public. Le 4 pages confédéral paru en Août 2011, véritable analyse CGT des mécanismes financiers qui conduisent aux mesures d'austérité pour les salariés, les retraités est porteur de « **10 exigences sociales** ».

Rappelons quand même que certaines périodes de l'histoire ont démontré que les propositions que nous portons ont été mises en œuvre sans pour autant faire s'écrouler la société. Que ce soit en 1936, en 1968 en 1982 les avancées sociales n'ont porté atteinte qu'aux seuls profits du patronat.

Un contexte national qui pointe une politique de destruction des acquis sociaux

Depuis notre dernier congrès, nous sommes toujours sous un gouvernement Sarkozy / Fillon. On ne s'étend pas plus sur ces ultra libéraux, au risque d'être obligé de prendre une pilule contre la tension. Les recettes sont bien connues de tous, mise à mal des garanties sociales pour satisfaire le MEDEF en détricotant le code du travail et remettant en cause les 35 heures. Les salaires sont quasiment bloqués et le pouvoir d'achat régresse fortement. Les hausses sont constantes notamment pour certains produits de première nécessité comme l'énergie et l'alimentaire. Rajoutons les déremboursements des prestations médicales et pharmaceutiques et l'on s'aperçoit que la devise est :

« **Travailler plus, plus longtemps, pour gagner moins tout en dépensant plus** ».



Contexte d'entreprise difficile

Dans l'entreprise, le calme apparent cache des attaques permanentes contre le service public et les cheminots.

Arrêtons-nous un instant sur l'impact des décisions prises par la Commission Européenne sur le périmètre des transports.

Les différents paquets ferroviaires ont imposé aux états membres la libéralisation du transport ferré avec la mise en concurrence des trafics.

- Le premier paquet libéralisait le fret international, le 15 mars 2003.
- Le deuxième paquet étendait cette mise en concurrence à l'ensemble des trafics fret nationaux au 1^{er} janvier 2007. Pour la France qui avait recapitalisé la branche Fret de la SNCF à hauteur de 1,5 milliard d'euros, cette ouverture a été avancée à avril 2006.
- Le troisième paquet ferroviaire s'est attaqué aux trafics voyageurs internationaux avec une mise en application en décembre 2010. A titre d'exemple, au service d'hiver 2011, les lignes exploitées actuellement par Artésia sont gérées par Veolia Trénitalia (VTR).

Conséquences directes de ces choix politiques sur notre région :

- L'avenir de l'activité Fret en Normandie (fermeture des triages et filialisation)
- l'avenir de la maintenance et l'exploitation des voies de port,
- la pertinence de la création d'une Ligne Nouvelle Paris-Normandie (LNPN)
- l'avenir du transport régional de voyageurs (rapport Grignon)
- l'évolution des métiers de la filière commerciale gare (ASCT / ESCALE / VENTE)

Nous pouvons même parler de l'avenir de la SNCF comme entreprise Publique de Service Public !

L'ensemble des activités et services sont touchés par la stratégie libérale de privatisation rampante du gouvernement, relayée avec frénésie par nos hauts dirigeants. Nous pouvons malheureusement le mesurer quotidiennement.

La nette dégradation de nos conditions de travail et l'augmentation des risques psychosociaux, de souffrance au travail, en sont les tragiques thermomètres.

Autant de sujets qui heurtent le service public SNCF et donc nécessitent de mobiliser les cheminots avec leur syndicat CGT à partir de nos revendications et d'interpeller les populations, médias et politiques.

Le Syndicat CGT des Cheminots du havre s'y est employé depuis le dernier congrès des 15 et 16 octobre 2009



Quelques dates revendicatives de ces trois dernières années

Un congrès qui se déroule les 15 et 16 octobre 2009 mais le syndicat du havre qui s'implique :

Déjà le 3 octobre avec le vote citoyen sur la poste, prolongement le 7 sur le travail décent, puis les retraités le 16 octobre pour la revalorisation des pensions.

Les dates et titres de nos tracts d'appel.

- Le 20 octobre 2009 nous déclarons la grève « *d'utilité publique* »
- Le 04 novembre 2009 Assemblée générale des cheminots du Fret au BMS « *lutter contre l'OFPP* »
- Le 18 novembre 2009 « *la CGT refuse d'assister aux réunions d'accompagnement sur le projet OFPP* »
- Le 08 décembre 2009 manifestation nationale à Paris « *les cheminots haussent le ton* »
- Le 12 janvier 2010 action au BMS « *Les cheminots havrais refusent d'intégrer l'OFPP* »
- Le 03 février 2010 grève « *un rapport de force de haut niveau s'impose...* »
- Le 25 février 2010 rassemblement Sotteville « *au Fret les cheminots continuent le combat* »
- Le 23 mars 2010 action Interpro et grève des cheminots « *emplois, salaires, retraite... tous concernés l'action s'impose* » et au havre « *250 emplois cheminots menacés* »
- le 06 avril 2010 / 20 avril 2010 grève reconductible le syndicat rédige chaque jour un tract
- le 04 mai d'avenir intervention colloque « *seine d'avenir* » tract reprenant les propositions CGT.
- le 27 mai 2010 manifestation au havre « *nos retraites en danger* »
- le 24 juin 2010 grève sur la réforme des retraites « *cheminots on vous ment ! tous concernés !* »
- le 07 septembre 2010 grève « *pour une retraite juste et équitable* »
- Le 23 septembre 2010 participation au rassemblement Interpro, le syndicat ne s'inscrit pas dans l'appel à la grève fédéral sur les retraites
- Le 02 octobre 2010 appel à la manifestation sur les retraites « *Tous à la manif* »
- Du 12 au 29 octobre 2010 grève reconductible sur les retraites : quelques titres de tracts



- « *Tous ensemble pour gagner* »
- « *La lutte continue* »
- « *Un tsunami social* »
- « *Ne lâchons rien* »
- « *Un mouvement populaire* »
- « *La résistance continue* »
- « *Jeudi 28 la rue dit non* »
- « *Lutter autrement* »
- « *La loi passe, la rue fait face* »



- Le 15 novembre 2010 info syndicale mobilisation « *raccordement de la Brèque* »
- Le 16 juin 2011 manifestation nationale des cheminots à Paris
- Le 30 juin 2011 assemblée générale « *voies de port / OFPP / rapport grignon* »
- Le 30 juin 2011 action dépôt de banderole à la Brèque « *ici l'état RFF et SNCF sacrifient le ferroviaire public* » « *les ports du Havre et de Rouen livrés aux appétits du privé* »
- Le 11 octobre 2011 grève Interpro et organisation d'un bureau d'embauche en gare « *la crise c'est eux, la solution c'est nous* »

De nombreuses demandes de concertation immédiate ont été déposées durant ces trois années ainsi que nombre d'actions spécifiques métiers. Le syndicat CGT des cheminots du havre s'est inscrit à chaque fois dans ces initiatives.

A nous d'écrire la suite avec pour ambition de faire mesurer la pertinence du service public SNCF indissociable du statut des cheminots pour répondre aux besoins de la Nation.

Il s'agit de mettre en cohérence les revendications locales et régionales afin de construire un véritable projet de développement où les conditions sociales et le statut des cheminots constituent le pilier de la qualité de service rendu aux usagers.

C'est avec le syndicat, nos syndiqués, nos élus et mandatés que nous allons bâtir, des projets, des propositions concrètes pour un service public de qualité tant pour le fret que les voyageurs.

Le havre le 24 novembre 2011

